

Manifeste pour la refondation du Mouvement Région Savoie

Le Mouvement Région Savoie est né dans les années 70. Depuis le début, son objectif a été de porter le projet d'une région institutionnelle pour la Savoie : une région à taille humaine et à forte identité.

Au delà de cette visée première, le MRS est devenu un mouvement d'idées incitant à s'interroger sur le fonctionnement démocratique de la France, pour proposer des évolutions, sans jamais en demander la séparation. Affichant ses convictions : le fédéralisme, la diversité culturelle, la prise en compte de l'environnement, notre mouvement a, de décennie en décennie, prolongé son action sans jamais se décourager.

Dans les années 90, en l'absence de réaction des instances nationales face aux revendications régionalistes, la Savoie a vu émerger un nouveau courant d'opinion, à la fois radical et séparatiste. S'appuyant sur des actions judiciaires contre l'État, affichant des symboles provocateurs, pris au piège par des accusations de repli sur soi, les mouvements "Savoisiens" ont été discrédités par certains médias, et ont abouti malgré eux en quinze ans, à un rejet de l'identité savoyarde dans une partie de l'opinion publique locale.

Durant ces années, le MRS a eu beaucoup de difficulté à faire entendre sa voix. En 2009, pour s'affranchir de toute influence indépendantiste parmi ses membres, il a inséré dans ses statuts, l'impossibilité pour ses adhérents d'appartenir à un autre mouvement ou parti politique avec lequel il n'aurait pas contracté une alliance. Un nouveau rapprochement avec Europe Écologie Les Verts venait renforcer cette volonté de revenir aux fondements premiers du mouvement.

Trois ans d'activité intense se sont ensuivis. Le MRS s'est impliqué dans plusieurs élections aux côtés du parti écologiste national ; élections qui ont débouché sur des résultats prometteurs et sur l'élection de Noël Communod au conseil régional Rhône-Alpes.

Les temps nouveaux seraient-ils favorables au régionalisme ? Le développement d'internet permet aux réflexions locales d'émerger. Il permet aussi de s'affranchir de la propagande nationale et de découvrir d'autres modèles de gouvernance à la fois plus sociaux et plus efficaces. Face à la mondialisation, la globalisation, la dérégulation, le projet d'une région à taille humaine et à démocratie renforcée devient désormais porteur d'espoir.

Sur le plan politique, le MRS se positionne au delà du clivage traditionnel droite-gauche. N'est-il pas simpliste de vouloir situer un projet, des idées sur un simple axe linéaire ? Nous ne nous interdisons pas en revanche de nous associer à un parti politique qui lui, affirme sa position. Nous reprenons à notre compte ce constat de Jérémy Rifkin :

Il semble qu'un nouvel état d'esprit émerge chez les responsables politiques des jeunes générations qui ont été socialisées sur internet. Leur politique se structure moins en termes de "droite" et de "gauche" qu'autour d'un nouveau clivage : "centralisé et autoritaire" contre "distribué et coopératif".

Les quatre piliers du MRS :

Aujourd'hui le MRS souhaite confirmer sa refondation. Nous désirons afficher et renforcer notre orientation qui s'appuie sur les quatre piliers suivants : Humanisme, Régionalisme, Démocratie, Écologie.

Humanisme.

Le MRS s'adresse à tous les habitants de la Savoie, quelles que soient leurs origines. Ce qui compte, ce n'est pas là où l'on est né, mais là où on vit et avec qui l'on s'implique dans sa vie citoyenne.

L'identité que nous revendiquons n'est pas celle qui se construit sur la haine et le rejet. C'est au contraire celle qui nous appelle à mettre en valeur le meilleur de nous-mêmes afin de l'échanger et de le partager avec les autres. Quand on sait qui on est et où on habite, on peut accepter les autres beaucoup plus facilement. Attachés à notre patrimoine culturel et à nos racines, nous refusons le chauvinisme et affirmons en même temps la valeur et la dignité de tous les êtres humains.

Une société qui prend en compte les spécificités humaines, culturelles, environnementales de chaque personne dans son lieu de vie et qui lui donne l'autonomie dont elle a besoin, est une société émancipée et épanouie.

Développer la qualité de vie d'une population, s'attacher au devenir des générations futures passe inévitablement par la considération de l'identité de chaque personne, dans un souci d'empathie et bienveillance. C'est ainsi que se fonde un esprit communautaire équilibré et dynamique. C'est à l'inverse, dans la négation culturelle, le mépris des minorités et la domination idéologique qu'émergent les « communautarismes » exacerbés et xénophobes.

Promouvoir la culture savoyarde, son histoire, son architecture ; revendiquer un apprentissage optionnel de la langue arpitaine, c'est promouvoir la diversité culturelle. Dans notre société globalisée, mondialisée. Accepter la diversité culturelle est le meilleur rempart à la pensée unique.

A l'opposé du repli sur soi, reconnaître l'identité savoisiennne dans le respect de la provenance et des appartenances culturelles que chaque habitant peut porter en soi, c'est faire le projet de vivre en harmonie. Chacun peut assumer son identité dans sa plus grande complexité. On peut se sentir Savoyard, Français, ou Kabyle, ou tout à la fois ou tout autre encore, et vivre ensemble, se respecter et s'enrichir par nos différences.

Régionalisme

L'objectif originel du MRS, même si ce n'est pas le seul, est de contribuer à la mise en place d'une région Savoie institutionnelle, dotée de réelles compétences, afin de mettre en œuvre de la manière la plus efficace les services dont a besoin la population.

La Savoie possède tant de spécificités, qu'elle nécessite à notre sens de s'organiser indépendamment de Rhône-Alpes, dont les centres de décisions sont beaucoup trop éloignés de nos besoins. Le relief des Pays de Savoie, ses vallées profondes rendent difficiles les liaisons. Pour que la démocratie et la transparence puissent s'y exercer, cette région doit avoir une taille humaine. Les citoyens qui le souhaitent doivent pouvoir participer aux débats et y faire valoir leur opinion.

Le projet de région Savoie consiste à rassembler et fusionner les deux départements 73 et 74, et d'y associer toutes les communes du pays de Gex, du Bugey et de l'Isère limitrophe qui le souhaitent. En particulier, l'ensemble des communes de la couronne genevoise situées sur le territoire français pourrait être rassemblé sous la même entité territoriale.

Avec plus de 1,2 millions d'habitants et plus de 10 000 km², les Pays de Savoie ne constitueraient ni la plus petite, ni la moins peuplée des régions métropolitaines françaises. Ils pourraient être comparés à l'Alsace par sa taille, sa démographie, et son dynamisme.

Notre conviction est que la région est le lieu le mieux adapté pour gérer des questions majeures de vie locale et d'aménagement du territoire, qui sont autant d'enjeux pour le XXI^{ème} siècle : que ce soit le développement des infrastructures de transports publics, le développement et la distribution des énergies renouvelables, le développement d'une activité intellectuelle et scientifique à travers l'université, l'accès à l'éducation et la formation professionnelle, un accès équitable à des soins de qualité et à la solidarité sociale, la promotion de la culture...

Tous les grands pays européens se sont tôt ou tard orientés vers une organisation en régions autonomes et émancipées. Les länder allemands, cantons suisses, régions autonomes d'Italie, d'Espagne, d'Autriche, forment aujourd'hui les exemples d'un modèle européen. La France est le dernier État-nation européen à être encore autant centralisé. A l'heure de l'internet, l'ouverture de l'information nous permet, au-delà des rhétoriques jacobines, de découvrir ce qui fonctionne mieux ailleurs. Les moyens sont là. Le temps du changement est venu.

Démocratie

Le MRS souhaite redonner tout son sens au mot démocratie. Il attache beaucoup d'importance à ouvrir de nouvelles réflexions dans le contexte de notre monde « moderne », mondialisé et numérisé.

Une démocratie ne se décrète pas par le haut de la pyramide, elle se construit depuis la base. C'est autour de l'Agora, que s'organisaient les démocraties des cités de la Grèce antique. A la sortie du Moyen-Age, c'est autour de communes, de villes-États ou de cantons que se sont développées les premières formes de démocraties nouvelles. La démocratie ne peut être que *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.*

Au regard des défaillances du régime politique français, bien trop souvent apparenté à une oligarchie, nous souhaitons apporter notre contribution pour dessiner une sixième république, fédérale, plus humaine et plus équitable.

Le fédéralisme.

Dans un État aussi grand que la France, il ne peut y avoir de démocratie sans que soit établie une organisation fédérale. Le fédéralisme est la concrétisation d'une réelle décentralisation, à la fois accomplie et équitable. Accomplie, car le fédéralisme permet l'émancipation des territoires : la possibilité de prendre des initiatives en fonction des spécificités locales. Équitable, car par le biais de mécanismes de péréquation, il permet d'équilibrer l'économie des régions entre-elles sans privilégier un centre, ni négliger les extrémités.

Le *fédéralisme différencié* désigne un système politique où grandes et petites entités territoriales cohabitent et développent chacune leurs règles de fonctionnement suivant leurs spécificités et leurs moyens.

La subsidiarité

Le principe de subsidiarité est une règle primordiale du fédéralisme. Il consiste à laisser les décisions se prendre à l'échelon le plus adapté, en privilégiant tant que possible la proximité avec les citoyens.

L'initiative populaire

Dans plusieurs pays européens, comme en Suisse par exemple, les citoyens peuvent d'eux-mêmes, suite à une pétition validée par un nombre suffisant de signatures, provoquer des prises de décisions significatives. Notons, à titre d'information, que le statut Albertin, mis en œuvre en 1848 au royaume de Piémont Sardaigne et donc en Savoie, fut la première constitution au monde à reconnaître les pétitions et à initier une forme de droit à l'initiative populaire (article 57 du statut Albertin).

Les contre-pouvoirs

La concentration des pouvoirs mène inévitablement aux abus. En France, à tous les échelons, le contrôle de l'exécutif par l'opposition et les citoyens est insuffisant.

Dans notre cinquième république, la distribution des pouvoirs se résume trop souvent au bipartisme. Le renforcement des contre-pouvoirs nécessite de passer par des scrutins proportionnels à tous les niveaux. Il requiert aussi la mise en place de mécanismes de contrôle et d'évaluation de l'action publique.

En outre, le rôle des associations est d'une grande importance, il nécessite d'être mieux reconnu. Elles sont des lieux où se rassemblent et débattent les populations, des lieux où émergent leurs aspirations. Elles sont aussi l'œil critique du peuple sur les décisions des représentants.

Écologie

Dès ses débuts le MRS a affiché son intérêt pour l'écologie politique. Il fut fortement inspiré dans les années 70 par Denis de Rougemont, philosophe helvétique, auteur de nombreux ouvrages dont *L'avenir est notre affaire*. Celui-ci pourfendait déjà le développement inconsidéré des centrales nucléaires. Il s'offusquait de *l'absolutisme géométrique des grands ensembles urbanistiques*. Il nous exhortait à reprendre le contrôle de la technique. Il décrivait déjà *l'homme creux*, atteint de pollution médiatique, qui *se laisse manipuler système nerveux, moelle et néocortex*.

Le MRS s'est, à plusieurs moments de son activité, associé à des partis nationaux de la mouvance de l'écologie politique. Certains de nos membres s'y sont même fortement impliqués.

Pour nous, l'écologie ne se décrète pas dans les salons feutrés des instances nationales, elle se met en œuvre sur le terrain, dans des actions citoyennes concertées.

Étymologiquement, l'écologie, c'est *l'oïkos* et le *logos* : la maison et le discours, et par extension du discours : l'intelligence. Il s'agit de considérer globalement l'homme et son lieu de vie. Faire de l'écologie, ce n'est pas simplement tracer un périmètre de réserve naturelle. Cela se joue avant tout dans notre cadre quotidien : ne rien développer sans prendre en compte l'environnement naturel et culturel. Dans notre territoire, les politiques menées durant ces cinquante dernières années nous laissent des fonds de vallées sur-urbanisés, abandonnés à l'économie de l'immobilier ; des corridors autoroutiers sur-pollués ; des villes et des hameaux négligés, architecturalement dilués dans un patchwork dessiné par les modes de la promotion immobilière.

On a oublié de construire le Beau, on s'est voué au matérialisme, on en a perdu le sens profond du Bien-Être humain.

Les Savoyards ont su s'adapter de siècle en siècle à la rudesse de l'environnement, organisés pour survivre à la rigueur des hivers et des risques naturels, tout en tirant de la nature, la nourriture et les éléments qui leur permettaient de vivre. Ils ont aujourd'hui un défi à relever. Nos paysages, nos cadres de vie sont exceptionnels. Ils sont aussi devenus des atouts pour le tourisme. Nous devons les préserver, sans entraver leurs potentiels futurs. La montagne, nous ne l'héritons pas de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants.

Cette vision humaniste, régionaliste, démocrate et écologique n'a rien à voir avec « un repli identitaire » que nous opposent les défenseurs du centralisme jacobin, avant même de nous avoir écoutés. De toute évidence, il s'agit d'un prétexte destiné à préserver la concentration des pouvoirs.

C'est au contraire une démarche d'ouverture que nous développons : l'ouverture par les cultures et entre les cultures pour s'extraire de la pensée unique ; l'ouverture des idées et des possibles pour dessiner une société plus juste et pour participer à l'évolution fédérale de la constitution française ; l'ouverture vers une Europe des régions que nous souhaitons initier par nos actions de contact avec nos voisins suisses ou de l'arc alpin, tous organisés en territoires autonomes.

Pour le MRS, Laurent BLONDAZ. Texte mis en débat, enrichi et approuvé à l'unanimité lors de l'assemblée générale annuelle du MRS, La Roche-sur-Foron, le 23 juin 2012.

Références

Association la Savoie J'y crois : *Le livre blanc pour la création de la région Savoie*, Édité par l'association, 2003.

Barbier Claude et Bro Benoit, : *Région Savoie : Pourquoi, Comment ?*, Editions Cabédita- Collection : Regard et Connaissance, 2002.

Bourg Dominique : *Pour une sixième république écologique*, Odile Jacob, 2011.

Communod Noël : *Le Choix d'une France Fédérale*, Édition Mirno-graphie, 2007.

De Rougemont Denis : Stock, 1977.

Institut Historique de la résistance en Vallée d'Aoste : *Émile Chanoux et le débat sur le fédéralisme*, Presses d'Europe, 1997.

Rifkin Jérémie : *La troisième révolution industrielle, Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2012.

Rousseau Jean-Jacques : *Du contrat social*, 1762.

Schumacher Ernest Friedrich : *Small is Beautiful*, 1973, version française aux éditions Seuil, 1978.